



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

raffinage

Question au Gouvernement n° 2003

Texte de la question

FERMETURE DE LA RAFFINERIE DES FLANDRES

M. le président. La parole est à M. Alain Bocquet, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Alain Bocquet. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, les salariés de la raffinerie des Flandres à Dunkerque occupent le site depuis hier. Toutes les raffineries Total sont en grève.

Ce combat légitime a le soutien des populations, et pour cause ! Le cynisme de ceux qui laissent nos régions avec toujours plus de chômeurs et de misère, ça suffit !

Roi du pétrole et des profits - près de 100 milliards d'euros en dix ans -, Total veut liquider un outil performant, supprimer 370 emplois directs, 450 emplois de sous-traitants et faire disparaître 25 % de l'activité du port de Dunkerque. Qui plus est, à une encablure de là, Total cède sa filiale GPN de Mazingarbe à un groupe espagnol, ce qui aboutira à la suppression de 78 emplois !

Plutôt que de prendre acte, comme votre ministre de l'industrie, de la fermeture de la raffinerie des Flandres, qu'attendez-vous pour interdire par la loi les licenciements de groupes qui, à l'instar de Total, amassent des bénéfices ou délocalisent leurs activités ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Personne ne croit au projet de substitution que vous évoquez. On sait par expérience, dans le Nord-Pas-de-Calais, que c'est souvent du vent et de l'éphémère.

Les salariés de Total réclament des décisions avant les élections régionales. Ils ne sont pas dupes. Ils revendiquent le maintien du grand arrêt de maintenance prévu pour le mois de mars, faute de quoi on ne raffinerait plus à Dunkerque pendant cinq ans, la nomination d'un médiateur et une concertation sur l'avenir du raffinage français.

La balle est dans votre camp : allez-vous continuer de céder au totalitarisme de la course au profit des actionnaires de Total, qui veulent faire passer le titre de 42 à 55 euros, ou allez-vous entendre les salariés de la raffinerie des Flandres ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Christian Estrosi, ministre chargé de l'industrie.

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Monsieur Bocquet, vous ne pouvez travestir ainsi la réalité de l'action du Gouvernement. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

Nous avons appris dans la précipitation, début décembre, que Total envisageait plusieurs pistes pour l'avenir de sa raffinerie des Flandres, et notamment sa fermeture, ce à quoi nous nous sommes immédiatement opposés.

Car si nous pouvons comprendre - et qui ne pourrait le comprendre ? - que, du fait de notre politique de développement durable, l'activité fioul est appelée à baisser dans les prochaines années et qu'un groupe pétrolier comme Total doit, par le fait, songer à sa restructuration,...

M. André Chassaigne et M. Alain Bocquet. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. ...nous ne pouvons admettre que, lorsque lorsqu'on dégage 8 milliards d'euros de marge en 2009, les choix se fassent au détriment des salariés. Cela, le Gouvernement ne peut pas l'accepter. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

M. Alain Bocquet. Que faites-vous alors ?

M. Maxime Gremetz. Écrivez-le !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Voilà pourquoi nous avons fait savoir à la direction de Total que nous nous opposerions à la fermeture de la raffinerie des Flandres sans solution de substitution...

M. Alain Bocquet. Ah !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. ...qui garantisse un reclassement à compétence égale pour l'ensemble des salariés.

Aujourd'hui, Total propose des solutions : entre autres le maintien du dépôt, un centre d'assistance technique et un terminal méthanier en relation avec EDF.

M. Maxime Gremetz. Oh ! Arrêtez !

M. André Chassaigne. C'est du pipeau !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Que m'auriez-vous dit, monsieur Bocquet, si nous avions laissé fermer brutalement la raffinerie des Flandres ? Tel n'est pas le cas. La raffinerie ne fermera pas tant que nous n'aurons pas de réelles solutions de substitution pour les salariés. Nous allons veiller en même temps à ce que l'emploi salarié des sous-traitants soit maintenu, et à ce que l'activité sur la plate-forme logistique du port de Dunkerque soit soutenue. Oui, monsieur Bocquet : la fermeté du Gouvernement est au rendez-vous !

(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Bocquet](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2003

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 février 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 18 février 2010